

## CAHIER DE RECHERCHE - CEIM



Note de recherche  
Gouvernance globale du travail 12-02  
ISSN 1714-7638

### Les enjeux de la politique étrangère du syndicalisme états-unien à l'heure du « nouvel internationalisme »

THOMAS COLLOMBAT



Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>



*Août 2012*

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Projet Gouvernance globale du travail (GGT) ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).

**Résumé :** Ce texte propose une grille d'analyse de la politique étrangère du mouvement syndical états-unien. L'internationalisme syndical dans les Amériques a longtemps été caractérisé par une hégémonie états-unienne sur le continent, appelée « Monroeisme ouvrier ». Cette situation a atteint son paroxysme durant la guerre froide mais a commencé à être remise en cause dès les années 1980 avec la montée en puissance progressive de syndicats latino-américains indépendants. La fin de la guerre froide, les changements internes connus par l'AFL-CIO puis les difficultés qu'elle a eu à affronter dans les années 2000 ont confirmé ce rééquilibrage des rapports de force dans les Amériques. La politique étrangère du syndicalisme états-unien doit donc être analysée de façon dialectique et en prenant en compte tant les dynamiques mondiales que celles propres aux Amériques et à la situation interne de l'AFL-CIO.

Une version abrégée de ce texte a été publiée dans le no 7 des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 2012, p. 191-198.

## Les enjeux de la politique étrangère du syndicalisme états-unien à l'heure du « nouvel internationalisme »<sup>1</sup>

### Introduction

Depuis les origines du syndicalisme moderne, l'internationalisme a constitué une valeur fondamentale du mouvement ouvrier, si ce n'est en pratique au moins sur le plan rhétorique. On pense bien entendu au fameux « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » concluant le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, rappelant que l'identité de classe doit primer sur les allégeances nationales et repris par la plupart des syndicats socialistes et communistes. Mais on pourrait également faire référence à l'universalisme des syndicats chrétiens ou encore à l'internationalisme plus « pragmatique » des syndicats réformistes, voyant dans les solidarités internationales un moyen de rétablir un rapport de force face au capital mondialisé.

Toutefois, à l'image des autres activités syndicales, l'internationalisme a servi différentes fins au cours des années. Le syndicalisme est en effet un acteur contradictoire, dont l'analyse nécessite une approche dialectique. À cette fin, nous nous inspirons notamment des travaux de Michael Burawoy sur le « marxisme sociologique » où est soulignée la nécessité de rapprocher les conceptions polanyienne et gramscienne de la société : « Polanyi et Gramsci convergent depuis des traditions marxistes très différentes vers une conception commune de la société. Celle-ci contient les contradictions du capitalisme tout en étant le terreau de sa transcendance » (Burawoy, 2003 : 213). Le syndicalisme répond aux mêmes contradictions : instrument de résistance et d'alternative au capitalisme, il contribue également à la pérennisation du système par son institutionnalisation.

Sur le plan national, ces contradictions sont notamment visibles dans l'établissement d'encadrements juridiques permettant une existence réelle du syndicalisme en milieu de travail mais canalisant également sa capacité de contestation en limitant sa sphère d'activités au strict champ des relations du travail (Edelman, 1993). L'action internationale n'échappe pas à cette règle et si l'internationalisme syndical a effectivement permis de bâtir et consolider d'authentiques solidarités, il fut également largement instrumentalisé par les États pour des fins bien éloignées des intérêts des travailleurs.

---

<sup>1</sup> Cet article est tiré d'un programme de recherche sur l'internationalisme syndical dans les Amériques financé par une bourse doctorale du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ainsi que par une bourse postdoctorale du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

À ce titre, le syndicalisme états-unien est souvent montré du doigt comme l'archétype de cette soumission des activités syndicales internationales aux directives gouvernementales (Sims, 1992). Il est d'ailleurs significatif que l'on parle de « politique étrangère » de l'American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), expression habituellement réservée aux États (Scipes, 2005). L'AFL-CIO, qui fut pendant longtemps la seule centrale syndicale du pays, a été régulièrement accusée d'aligner ses positions et ses actions sur celle du Département d'État, en particulier pendant la guerre froide. La chute de l'Union soviétique a remis en cause bon nombre de dynamiques héritées de la guerre froide. En outre, des changements internes traversés par l'AFL-CIO depuis les années 1990 ont fait apparaître des espoirs de changements tant dans les politiques nationales qu'internationales de la centrale syndicale.

Ces changements s'inscrivent dans le contexte du développement d'un discours sur le « nouvel internationalisme ». Les dynamiques imposées par la guerre froide avaient en effet généré de nombreuses critiques de l'internationalisme syndical tel que pratiqué traditionnellement (Waterman, 2001 ; Moody, 1997). Celui-ci, essentiellement manipulé par les intérêts politiques des blocs de l'Est et de l'Ouest, ne répondait plus à son mandat de protection des travailleurs mais bien à des logiques de politique étrangère appliquées au monde syndical. Au premier rang des institutions concernées se trouvaient les organisations syndicales internationales (OSI), ces structures mondiales mises en place par le mouvement syndical dès la fin du XIXe siècle et visant à lui fournir une voix sur la scène internationale<sup>2</sup>. Les deux principales OSI de la deuxième moitié du XXe siècle, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Fédération syndicale mondiale (FSM), étaient ainsi devenues, respectivement, les fers de lance dans le monde syndical du bloc occidental et du bloc soviétique (O'Brien, 2000; Gumbrell-McCormick, 2000). L'AFL-CIO, l'une des rares centrales à pouvoir se permettre de développer de façon autonome sa propre politique internationale, n'a pas échappé à ces critiques du fait de sa proximité avec le gouvernement de Washington.

Pour ses tenants, le « nouvel internationalisme » est à la fois un souhait et un constat<sup>3</sup>. Ghigliani le définit comme reposant sur « une communication en réseau et basée sur le partage d'informations, de nouvelles cibles de recrutement et un intérêt soutenu pour les enjeux reliés au genre, à la consommation à l'environnement et aux droits humains (...) une attitude d'ouverture aux autres mouvements sociaux et groupes communautaires et, par conséquent, aux politiques d'alliances et de coalitions » (Ghigliani, 2005 : 361). Il convient alors de « tester » les activités syndicales contemporaines à l'aune de ce « nouvel internationalisme » afin de vérifier si l'hypothèse de son existence s'avère.

<sup>2</sup> Les OSI se partagent entre OSI politiques, rassemblant les centrales syndicales, et OSI sectorielles, regroupant les syndicats par branche d'activité. Pour des raisons d'espace, et parce qu'elles répondent à des dynamiques distinctes, cet article n'aborde que les premières.

<sup>3</sup> Pour une critique des travaux sur le nouvel internationalisme comme « prophétie auto-réalisatrice », voir Burawoy (2010).

Cet article pose les jalons d'une recherche visant à analyser la politique étrangère du syndicalisme états-unien en identifiant les principales tendances historiques qu'elle a traversées ainsi que les grands enjeux auxquels elle est aujourd'hui confrontée. Notre objectif est de fournir une grille d'analyse permettant d'interroger les dynamiques contemporaines du syndicalisme états-unien en prenant en compte le contexte historique et politique dans lequel il se situe. Cette recherche a été effectuée dans le cadre d'une recherche doctorale sur l'implication internationale des syndicats mexicains et brésiliens (Collombat, 2011) et s'inscrit dans une recherche postdoctorale sur la politique étrangère du syndicalisme états-unien. Elle repose sur une revue de la littérature, une analyse de documents syndicaux ainsi que certaines des entrevues menées dans le cadre de la recherche doctorale auprès de responsables syndicaux latino-américains et états-uniens.

Dans un premier temps, nous nous pencherons sur les caractéristiques de l'internationalisme syndical « traditionnel » et plus particulièrement sur ses manifestations dans les Amériques. Nous verrons par la suite les changements traversés par la principale OSI des Amériques depuis la fin de la guerre froide et leurs significations pour l'AFL-CIO. Finalement, nous aborderons les bouleversements ayant marqué l'AFL-CIO depuis les années 1990, en particulier en matière d'action internationale. Nous concluons sur la nécessité d'adopter une grille d'analyse dialectique et holiste de la politique étrangère du syndicalisme états-unien.

## **L'internationalisme syndical dans les Amériques ou le Monroeisme ouvrier**

Sur le plan mondial, l'internationalisme syndical est historiquement dominé par les organisations syndicales européennes, plus précisément britanniques, allemandes et nord européennes (Hyman, 2005 ; Collombat, 2009). En raison de leur développement plus précoce et de leur solidité financière, ce sont elles qui ont fondé les principales OSI et qui ont ensuite gardé la main haute sur celles-ci. Aujourd'hui encore, on peut parler d'un certain eurocentrisme des OSI, tant dans leurs orientations politiques que dans leur financement ou dans la provenance de leurs principaux dirigeants.

Les Amériques ont toutefois toujours constitué un terrain d'exception. Contrairement aux autres régions non-européennes, la plupart des pays du continent se sont libérés du joug colonial dès les XVIIIe et XIXe siècles. Si leur industrialisation fut plus tardive que celle de l'Europe, elle commença toutefois avant celle de la plupart des régions africaines et asiatiques, donnant lieu au développement concomitant d'organisations syndicales plus ou moins bien structurées même si elle furent presque systématiquement réprimées dans un premier temps.

Le début du XXe siècle vit la consolidation voire l'institutionnalisation de la plupart des syndicalismes latino-américains au travers de la mise en place de régimes corporatistes (Collier et Collier, 2002). Par ailleurs, plus au nord, les États-Unis s'imposèrent progressivement comme la première économie et la première puissance politique et militaire du continent. Sur le plan de sa politique étrangère, Washington adopta assez tôt une approche spécifique vis-à-vis de l'Amérique latine intitulée « doctrine Monroe », du nom du président l'ayant impulsée (Gilderhus, 2006). Celle-ci consiste essentiellement à considérer l'Amérique latine comme le « pré carré » des États-Unis, initialement en réaction à l'influence que les anciennes puissances coloniales européennes voulaient y conserver.

Fondée en 1886, l'AFL, essentiellement constituée de syndicats de métiers, adopta rapidement une attitude similaire avec ses voisins. C'est ainsi que dès le début du XXe siècle, ce sont des syndicats états-uniens qui développèrent le syndicalisme au Canada, par le biais de ce qui deviendrait les « syndicats internationaux », soit des syndicats présents tant aux États-Unis qu'au Canada<sup>4</sup>. Le président-fondateur de l'AFL, Samuel Gompers, tenta par la suite d'appliquer la même stratégie au Mexique, notamment afin d'éviter, déjà à l'époque, la délocalisation d'emplois vers des bassins de main d'œuvre « bon marché ». La proximité entre Gompers et Luis Morones, leader de la Confederación Regional Obrera Mexicana (CROM) qui domina le syndicalisme mexicain des années 1920-1930, donna lieu à la création en 1919 de la Panamerican Federation of Labor (PAFL), une tentative d'appliquer à l'ensemble du continent la stratégie engagée par l'AFL au Canada (Snow, 1964). Même si l'expérience de la PAFL ne fut pas très concluante (elle ne s'implanta durablement qu'au Mexique et ne survécut pas au décès de Gompers), elle est la première concrétisation de ce que certains appelèrent le « Monroeisme ouvrier » soit l'application par l'AFL de la doctrine Monroe dans le champ syndical, bien souvent en accord avec le gouvernement états-unien. Cette concentration sur l'Amérique latine alla de paire avec un relatif isolationnisme vis-à-vis du reste du monde. À l'image, là encore, du gouvernement états-unien, qui n'intégra jamais la Société des nations (SDN), l'AFL resta en marge de la Fédération syndicale internationale (FSI), qui rassembla les syndicats réformistes pendant la première moitié du XXe siècle (Van Goethem, 2000).

L'entrée dans la guerre froide fit prendre une nouvelle dimension au Monroeisme, tant gouvernemental qu'ouvrier. L'approche impérialiste des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine devint dès lors une composante de la politique de « containment » du danger communiste dans le sud du continent. L'objectif premier tant de Washington que

---

<sup>4</sup> Sur l'histoire du mouvement syndical états-unien, voir notamment Fantasia et Voss (2004) et Denis (1986). Sur les « syndicats internationaux », voir Montague (1957).

de l'AFL (devenue entre temps l'AFL-CIO<sup>5</sup>) dans la région fut de combattre à tout prix l'implantation durable de forces politiques ou sociale influencées de près ou de loin par Moscou.

La logique anticommuniste influença toutefois l'ensemble des OSI. Après une éphémère collaboration (à laquelle ne participa pas l'AFL), syndicats communistes et réformistes se séparèrent brutalement en 1949, les premiers conservant la mainmise sur la Fédération syndicale mondiale (FSM) tandis que leurs adversaires fondaient la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), l'adjectif « libre » faisant explicitement référence au « non communisme » de ses affiliés (Carew, 2000). Durant toute son histoire, la CISL sera marquée par ses origines, faisant bien souvent de l'anticommunisme le seul ciment entre des organisations membres aux orientations idéologiques variées.

Cependant, nulle part cette logique ne fut plus forte que dans les Amériques. En 1951 fut fondée l'Organisation régionale interaméricaine du travail (ORIT), branche panaméricaine de la CISL au sein de laquelle l'AFL-CIO s'impliqua très fortement dès le départ. Ainsi, l'ORIT devint rapidement le symbole de la lutte au communisme syndical dans les Amériques. Elle refusa ou exclut les syndicats soupçonnés d'accointance avec Moscou et affilia par ailleurs toute organisation s'engageant à lutter contre le « péril rouge », même s'il s'agissait parfois concrètement d'organisations fantômes. Au-delà de cela, l'ORIT se montra très tolérante voire coopérative avec les régimes autoritaires ou dictatoriaux mis en place en Amérique latine, souvent au terme de coup d'État sanglants et d'une répression brutale de toute forme d'opposition, y compris syndicale<sup>6</sup>. L'objectif anticommuniste primait sur tout autre principe.

L'AFL-CIO ne se contenta toutefois pas d'exercer son influence au travers de l'ORIT. Dès les années 1960, la centrale états-unienne se dota de quatre instituts régionaux afin de conduire sa politique étrangère. Le plus ancien et le plus influent d'entre eux, l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), lancé en 1962, était en charge de l'Amérique latine. L'influence de l'AFL-CIO sur l'ORIT était si grande qu'il était parfois difficile de distinguer les activités de l'AIFLD de celles de l'ORIT. L'AIFLD était toutefois beaucoup plus explicitement connectée au gouvernement états-unien, dont elle dépendait du financement, et même à la Central Intelligence Agency (CIA), à laquelle elle servit de couverture lors de certaines opérations clandestines en Amérique latine (Sims, 1992 : 405-408). Organisation syndicale, l'AIFLD avait pourtant

---

<sup>5</sup> En 1935, les syndicats industriels, plus progressistes et moins exclusifs que les syndicats de métiers, quittèrent l'AFL pour former le Congress of Industrial Organizations (CIO). En 1955, l'AFL et le CIO se réunirent à nouveau pour former l'AFL-CIO.

<sup>6</sup> Carew mentionne notamment le soutien apporté par l'ORIT à Batista à Cuba, Castillo Armas au Guatemala ou encore Castelo Branco au Brésil. Voir Carew (2000 : 316).



pour vice-président un riche homme d'affaires connu pour sa haine du communisme<sup>7</sup>. Outre le soutien politique qu'elle accorda aux opérations de lutte au communisme, l'AIFLD investit également des fonds importants pour des projets locaux d'aide au développement, tout en utilisant chacun d'entre eux afin de convaincre les populations des bienfaits du système capitaliste et des dangers du communisme (Herod, 2001 : 162).

La grande indépendance de l'AFL-CIO dans la conduite de sa politique étrangère ainsi que son zèle anticomuniste ne manqua pas de gêner même la CISL. Celle-ci ne voyait en effet pas d'un très bon œil l'influence grandissante des États-Unis sur l'ORIT, censée être son organisation régionale, et se montrait critique vis-à-vis des positions pour le moins modérées adoptées par l'AFL-CIO et l'ORIT face aux coups d'État militaires en Amérique latine. En outre, l'existence des quatre instituts régionaux de l'AFL-CIO allait à l'encontre de la volonté de la CISL de coordonner les programmes d'aide au développement de ses affiliés au travers de l'International Solidarity Fund (ISF) qu'elle avait fondé. La CISL tenta à plusieurs reprises, en vain, de reprendre le contrôle de l'ORIT. Les affrontements avec l'AFL-CIO se firent de plus en plus fréquents si bien que lorsque les United Auto Workers (UAW) quittèrent l'AFL-CIO en 1969, pour des raisons politiques, le soutien de la CISL à son affiliée fut plus que discret. Cet incident fut utilisé par l'AFL-CIO pour quitter la CISL... tout en restant membre de l'ORIT. Cette situation pour le moins saugrenue témoignait à nouveau de tendances fortes de la politique étrangère du syndicalisme états-unien : un isolationnisme vis-à-vis des OSI dominées par leurs affiliés européens, combiné à une volonté solide de conserver la mainmise sur l'Amérique latine, le tout sur fond d'anticommunisme et d'influence très forte du gouvernement états-unien.

## **Fin de la guerre froide et changements à l'ORIT**

La chute de l'Union soviétique et de ses satellites a bien entendu bouleversé la donne de la politique internationale en faisant disparaître l'adversaire de plus de 40 ans du bloc occidental mais aussi en remettant en cause les nombreuses alliances stratégiques passées durant les années de guerre froide.

L'ORIT avait toutefois commencé à changer quelques années avant la chute de l'empire soviétique. Le retour en grâce de l'AFL-CIO (qui rejoint la CISL en 1982) et la détente entre Washington et Moscou avaient permis un apaisement des relations intersyndicales. La plupart des responsables et observateurs que nous avons interrogés s'entendent pour dire que les mandats de Luis Anderson (1984-2003) comme secrétaire général de l'organisation marquèrent un tournant. Panaméen mais membre d'un

---

<sup>7</sup> Il s'agissait de J. Peter Grace, patron de W.R. Grace, une holding financière ayant de nombreux intérêts en Amérique latine (Carew, 2000 : 315).

syndicat états-unien (celui des travailleurs du Canal de Panamá), Anderson représentait à lui seul la transition d'une ORIT à la solde de l'AFL-CIO vers une organisation plus autonome et représentative, notamment de ses affiliés du Sud.

Au titre des changements majeurs vécus par l'ORIT durant cette période, on compte généralement la mise en avant à partir de 1989 du « syndicalisme socio-politique » comme modèle à suivre. Formule pouvant paraître consensuelle, celle-ci rompait pourtant avec une forme majoritaire de syndicalisme en Amérique latine en prônant une implication sociale et politique du mouvement ouvrier visant au développement de la société dans son ensemble, en contradiction avec bien des types de syndicalismes corporatistes caractéristiques de la région. Or, ce sont ces organisations corporatistes sur lesquelles l'AFL-CIO s'appuyait durant la guerre froide afin de lutter contre l'expansion des syndicats communistes.

Un autre signe important de la distanciation de l'ORIT vis-à-vis du syndicalisme corporatiste fut sa décision de déplacer son siège de Mexico vers Caracas puis, assez rapidement, São Paulo. Depuis 1961, l'ORIT était abritée dans les locaux de la Confederación de Trabajadores de México (CTM), ayant décidé de quitter Cuba après la prise du pouvoir par Fidel Castro. La CTM était, sous la présidence de son éternel leader Fidel Velázquez, le symbole du syndicalisme corporatiste inféodé à son gouvernement national et garantissant par son hégémonie la non émergence de syndicats communistes. À ce titre, elle fut un fidèle allié de l'AFL-CIO durant la guerre froide et un rouage central du système ORIT-AIFLD. Tant les nouvelles orientations adoptées par l'ORIT que l'effritement progressif du danger communiste entraînèrent un éloignement entre cette dernière et son affiliée mexicaine, menant au déplacement du siège social de l'organisation.

Son installation à São Paulo en 2006 scella également la montée en puissance, au sein de l'ORIT, de nouveaux affiliés en provenance du Cône Sud, au premier rang desquels la Central Única dos Trabalhadores (CUT) brésilienne. De tradition beaucoup plus progressiste et entretenant des relations plus tendues avec l'AFL-CIO, la CUT, en exerçant une influence croissante sur l'ORIT, a contribué à remettre en cause la stratégie états-unienne en Amérique latine. Sa proximité avec plusieurs organisations syndicales européennes a également fait en sorte que le sous-continent devienne à nouveau une zone de « compétition » entre différents Nord (les États-Unis et l'Europe) pour y exercer leur influence.

Lorsque les OSI sociales-démocrates et chrétiennes décidèrent de fusionner, au milieu des années 2000, donnant naissance à la Confédération syndicale internationale (CSI), il s'agissait essentiellement d'une initiative européenne où syndicalismes réformiste et chrétien collaboraient déjà depuis les années 1970. Imposée à l'Amérique

latine contre son gré<sup>8</sup>, la fusion de l'ORIT avec son homologue chrétienne indique elle aussi la reprise d'influence des Européens sur la région. La fondation de la nouvelle Confédération syndicale des Amériques (CSA) issue de cette fusion fut toutefois également une occasion pour les syndicalismes les plus progressistes du Cône Sud d'encourager des organisations précédemment non-affiliées et de tradition progressiste à rejoindre la nouvelle CSA et à faire ainsi de celle-ci une organisation plus représentative du mouvement ouvrier latino-américain et plus indépendante du syndicalisme états-unien<sup>9</sup>.

L'évolution récente de la politique étrangère du syndicalisme états-unien ne peut donc être analysée sans prendre en compte les changements opérés au sein de l'ORIT-CSA. L'ORIT ayant été au cœur de la stratégie de l'AFL-CIO sous la guerre froide, le fait qu'elle ait gagné de plus en plus d'autonomie au profit de ses affiliés latino-américains et qu'elle se soit ouverte à l'influence des syndicats européens marque un changement considérable des outils dont disposait l'AFL-CIO pour mener sa politique étrangère. Il serait bien entendu abusif de prétendre que l'AFL-CIO a perdu toute forme d'influence sur l'ORIT. Mais celle-ci, devenue la CSA, n'est plus le pantin qu'elle a pu être durant la guerre froide et se positionne aujourd'hui comme un forum de plus en plus représentatif des différents syndicalismes des Amériques, sous le leadership de ses affiliés du Cône Sud.

Toutefois, les changements internes à l'AFL-CIO, tant dans ses orientations que dans son organisation, doivent également être considérés. C'est vers ce thème que nous nous tournons maintenant.

### **L'AFL-CIO entre ouverture et déchirements**

Si l'ORIT évolua à partir des années 1980-1990, l'AFL-CIO, elle aussi, subit des changements internes. L'élection de John Sweeney à la présidence de la centrale en 1995, sur la base de promesses pour une AFL-CIO plus progressiste et démocratique que celle des années de présidence de Lane Kirkland et George Meany, a ravivé les espoirs de ceux voulant voir un changement au sommet du mouvement syndical états-unien (Hurd *et al.*, 2003). Les nouvelles orientations adoptées par Sweeney eurent des effets sur la politique internationale de l'AFL-CIO.

L'AIFLD et les trois autres instituts régionaux, symboles de l'implication de l'AFL-CIO dans les dynamiques de la guerre froide, commençaient à s'essouffler. Le

---

<sup>8</sup> Sur ces dynamiques, voir Wachendorfer (2007). Ces constats ont par ailleurs été confirmés par les entrevues que nous avons menées auprès de responsables syndicaux latino-américains impliqués dans le processus.

<sup>9</sup> Ces constats proviennent de plusieurs entrevues menés avec des responsables syndicaux nationaux et impliqués à l'ORIT. Les nouvelles organisations affiliées comptaient notamment la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) et la Central Unitaria de Trabajadores (CUT) de Colombie.

financement du gouvernement états-unien et des milieux d'affaire, largement fondé sur la lutte au communisme, ne devenait plus aussi facile à obtenir et les quatre instituts, en particulier l'AIFLD, traînaient derrière eux une image parfois peu reluisante. Sweeney décida donc de fusionner les quatre instituts au sein d'une nouvelle organisation, le Solidarity Center, censé représenter les nouvelles orientations internationales de l'AFL-CIO. Ces changements passèrent également par un renouvellement considérable des personnes en charge de la politique internationale de l'AFL-CIO, en faveur d'individus plus en phase avec les nouvelles orientations impulsées par Sweeney.

Ces changements eurent des conséquences concrètes sur la politique internationale de l'AFL-CIO, notamment en Amérique latine. Au Mexique, nous avons pu constater que les liens historiquement entretenus avec la CTM avaient été considérablement distendus. Plusieurs personnes interviewées, notamment en provenance de l'AFL-CIO elle-même, ont mentionné un discours donné par John Sweeney en 1998 à l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM) lors duquel il a annoncé le changement de direction de l'AFL-CIO vis-à-vis du syndicalisme mexicain. Désormais, la centrale états-unienne allait chercher à établir des contacts avec toutes les organisations syndicales démocratiques, sans exclusive. Ceci provoqua l'ire des responsables syndicaux corporatistes, au premier rang desquels ceux de la CTM, tout en permettant au Solidarity Centre de construire des liens avec de nouvelles forces syndicales plus indépendantes de l'État, notamment l'Unión Nacional de Trabajadores (UNT), fondée en 1997 en opposition à la CTM. Les spécificités du syndicalisme mexicain, en particulier l'incapacité de l'UNT à constituer une alternative durable à la CTM, ont fait en sorte qu'il est aujourd'hui difficile d'évaluer non seulement la politique états-unienne dans ce pays mais plus largement de dresser un bilan des forces et des dynamiques syndicales. Force est toutefois de constater que la rupture entre AFL-CIO et CTM est réelle et qu'à ce titre les changements opérés par Sweeney et la création du Solidarity Centre ont effectivement contribué à réorienter la politique étrangère du syndicalisme états-unien dans une direction plus progressiste.

Ce constat partiel doit toutefois être nuancé à la lecture de certains travaux, dont ceux de Kim Scipes, critique de longue date de la politique étrangère de l'AFL-CIO. S'il reconnaît les efforts entrepris par Sweeney depuis son arrivée à la tête de la centrale, il constate toutefois que l'AFL-CIO reste extrêmement réticente à ouvrir les archives de ses services internationaux et continue, dans une certaine mesure, à pratiquer « l'impérialisme syndical » (Scipes, 2005 : 23-36). Scipes dénonce en particulier ce qu'il considère être une participation de l'AFL-CIO aux coups d'État orchestrés par l'opposition contre le président vénézuélien Hugo Chávez, ainsi que les liens étroits que la centrale continue de conserver avec le Département d'État. Ce dernier point soulève des questions importantes, notamment le fait que le Solidarity Center continue de bénéficier de subventions importantes du National Endowment for Democracy (NED),

une organisation indépendante quoi qu'entièrement financée par le gouvernement états-unien, et connue pour ses positions conservatrices en matière de promotion de la démocratie.

Scipes soulève également la participation active de l'AFL-CIO à la stratégie de « labor diplomacy » engagée par Washington depuis la présidence de Bill Clinton, et poursuivie depuis par ses successeurs<sup>10</sup>. Celle-ci consiste essentiellement à associer le mouvement syndical aux efforts menés par Washington pour la promotion internationale des normes du travail telles que conçues aux États-Unis. Ses détracteurs y voient surtout une subordination des intérêts des travailleurs aux priorités de la politique étrangère de Washington, et ainsi une perte d'autonomie du mouvement syndical dans la définition de ses priorités internationales.

Finalement, une dimension sous-étudiée de la politique étrangère du syndicalisme états-unien reste les conséquences sur celle-ci du schisme important vécu en 2005 par l'AFL-CIO. Cette année là, sept syndicats dont certains comptaient parmi les plus grands affiliés de la centrale ont décidé de la quitter pour former une organisation concurrente, la Fédération Change to Win (CtW)<sup>11</sup>. Les raisons exactes de cette scission restent difficiles à établir. Dans leurs discours officiels, les syndicats dissidents mirent surtout de l'avant la nécessité pour la centrale de s'impliquer de façon plus forte dans les efforts de syndicalisation, notamment en direction des secteurs les plus difficiles (économie des services, travailleurs migrants). Paradoxalement, ce thème était précisément l'une des principales revendications de... John Sweeney, lorsqu'il fit campagne pour prendre la direction de l'AFL-CIO en 1995. Si chacun des syndicats dissidents avaient probablement également des raisons qui lui étaient propres pour décider de quitter l'AFL-CIO, il va sans dire que cette décision fut un coup très difficile pour une centrale qui essayait depuis plusieurs années d'engager un certain renouveau.

Sur le plan de la politique étrangère, CtW ne présenta jamais de programme précis et laissa de fait à ses syndicats affiliés la liberté de poursuivre leurs propres initiatives. L'AFL-CIO disposant déjà d'un siège à la Confédération syndicale internationale (CSI) et pouvant, à ce titre, bloquer l'adhésion d'un nouveau membre en provenance de son pays, le schisme ne se refléta pas au sein des OSI. Toutefois, il y a fort à parier que la perte d'adhérents et des fonds qui leur sont attachés a eu un impact sur la capacité de l'AFL-CIO à mener sa politique internationale. Plusieurs personnes que nous avons interviewées, notamment en provenance de syndicats latino-américains, mentionnaient que le schisme et les dynamiques internes étaient devenues la priorité de l'AFL-CIO et que la présence de cette dernière à l'international s'en était fait ressentir.

<sup>10</sup> Pour une analyse favorable à la « labor diplomacy », voir Stigliani (2000).

<sup>11</sup> Ces sept syndicats étaient l'Union internationale des employés de service (UIES), la Fraternité internationale des Teamsters, les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), UNITE-HERE, les Laborers, les United Farm Workers (UFW) et la United Brotherhood of Carpenters (UBC). Voir Estreicher (2006) et Masters *et al.* (2006). UNITE-HERE, les Laborers et la UBC ont toutefois quitté CtW depuis.

Parallèlement à cela, certains syndicats restés à l'AFL-CIO semblent également faire preuve de plus en plus d'autonomie dans leur politique internationale. On pense en particulier aux Métallurgistes unis d'Amérique qui, en 2008, ont lancé, conjointement avec le syndicat britannique UNITE, une structure baptisée « Workers Uniting » (Needleman, 2008). Se présentant comme le premier syndicat transatlantique, il est encore difficile de saisir la nature exacte de « Workers Uniting » et son lien aux OSI déjà existantes. Elle semble essentiellement servir de structure de coordination et de solidarité entre les Métallos et UNITE, en particulier sur le plan des actions de coopération internationale. Chose certaine, elle n'implique aucunement l'AFL-CIO et pourrait même directement concurrencer celle-ci dans son rôle d'harmonisation et de centralisation des actions syndicales internationales.

### **Conclusion : pour une analyse dialectique et holiste de la politique étrangère du syndicalisme états-unien**

Cet article a permis d'identifier les principales tendances historiques et contemporaines de la politique étrangère du syndicalisme états-unien, en particulier celle de l'AFL-CIO. Nous avons vu que l'histoire de l'implication internationale de cette centrale était particulièrement marquée par des pratiques d'impérialisme ouvrier, notamment en Amérique latine. Pour ce faire, l'AFL-CIO usa tant d'organisations qui lui étaient propres (telle l'AIFLD) que des organisations syndicales internationales dans lesquelles elle gagna une influence considérable (comme l'ORIT). De façon générale, la politique étrangère de l'AFL-CIO s'est longtemps alignée sur celle du gouvernement états-unien et a servi de relai aux orientations du Département d'État.

Les évolutions récentes du syndicalisme mondial, tant auprès des OSI qu'au sein de l'AFL-CIO elle-même, ont contribué à remettre en cause les dynamiques de la guerre froide. L'ORIT, devenue CSA, est aujourd'hui une organisation plus représentative de l'ensemble de ses membres et n'est plus inféodée à l'AFL-CIO comme elle a pu l'être durant la guerre froide. La centrale états-unienne elle-même a engagé un processus de refonte de sa politique étrangère, symbolisée par la mise en place du Solidarity Centre, mais semble toujours entretenir un rapport étroit avec le pouvoir politique à Washington. Finalement, les perturbations subies par le mouvement syndical états-unien indique un affaiblissement général de l'AFL-CIO comme espace de rassemblement et de coordination de l'ensemble du mouvement syndical états-unien.

L'ensemble de ces facteurs doit être pris en compte pour une analyse exhaustive de la politique étrangère du syndicalisme états-unien. Celle-ci s'inscrit en effet non seulement dans un contexte historique précis mais également au carrefour de différents échelons de l'action syndicale. Elle ne peut être comprise de façon isolée et doit être mise

en perspective avec les dynamiques internationales (notamment l'évolution des OSI) et les dynamiques nationales (les changements internes vécus par l'AFL-CIO).

Par ailleurs, une analyse dialectique s'impose, reconnaissant le caractère profondément contradictoire des activités syndicales internationales. Outil de solidarité et d'émancipation des travailleurs, elles peuvent aussi se révéler au service d'un impérialisme en opposition flagrante avec les objectifs du mouvement ouvrier. Les changements récents intervenus tant au sein des OSI qu'à l'AFL-CIO renforcent cette dimension et imposent une analyse complexe et consciente des multiples facettes de l'action syndicale. L'identification des grands enjeux de la politique étrangère de l'AFL-CIO, tant passés que contemporains, était une étape nécessaire vers une analyse exhaustive de l'internationalisme ouvrier tel qu'il est pratiqué par le syndicalisme états-unien.

## Bibliographie

- Burawoy, Michael. 2003. « For a Sociological Marxism: The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi ». *Politics and Society* 31 (2) (juin): 193–261.
- . 2010. « From Polanyi to Pollyanna: The False Optimism of Global Labor Studies ». *Global Labour Journal* 1 (2): 301–313.
- Carew, Anthony. 2000. « Towards a Free Trade Union Centre: The International Confederation of Free Trade Unions (1949-1972) ». Dans Anthony Carew, Michel Dreyfus, Geert Van Goethem, Rebecca Gumbrell-McCormick, et Marcel van der Linden (dir.), *The International Confederation of Free Trade Unions*, p. 187–340, Bern: Peter Lang.
- Collier, Ruth Berins, et David Collier. 2002. *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Notre Dame: University of Notre Dame Press.
- Collombat, Thomas. 2009. « Le débat sur l'eurocentrisme des organisations syndicales internationales : une perspective des Amériques ». *Politique européenne* (27): 177–200.
- . 2011. « Several Souths: The Dynamics of the International Labour Movement in the Americas ». Carleton University, Département de science politique, thèse de doctorat.
- Denis, Serge. 1986. *Un syndicalisme pur et simple. Mouvements ouvriers et pouvoir politique aux États-Unis : 1919-1939*. Montréal: Boréal Express.
- Edelman, Bernard. 1993. *La légalisation de la classe ouvrière*. Paris: Christian Bourgeois.
- Estreicher, Samuel. 2006. « Disunity within the House of Labor: Change to Win or to Stay in the Course? » *Journal of Labor Research* 27 (4): 505–511.
- Fantasia, Rick, et Kim Voss. 2004. *Hard Work: Remaking the American Labor Movement*. Berkeley: University of California Press.
- Ghigliani, Pablo. 2005. « International Trade Unionism on a Globalizing World: A Case Study of New Labour Internationalism ». *Economic and Industrial Democracy* 26 (3): 359–382.
- Gilderhus, Mark T. 2006. « The Monroe Doctrine: Meanings and Implications ». *Presidential Studies Quarterly* 36 (1): 5–16.
- Van Goethem, Geert. 2000. « Conflicting Interests: The International Federation of Trade Unions ». Dans Anthony Carew, Michel Dreyfus, Geert Van Goethem, Rebecca Gumbrell-McCormick, et Marcel van der Linden (dir.), *The International Confederation of Free Trade Unions*, p. 73–164, Bern: Peter Lang.
- Gumbrell-McCormick, Rebecca. 2000. « Quel internationalisme syndical? Passé, présent, avenir. » *Les Temps modernes* 607: 178–206.



- Herod, Andrew. 2001. *Labor Geographies. Workers and the Landscape of Capitalism*. New York: The Guilford Press.
- Hurd, Richard, Ruth Milkman, et Lowell Turner. 2003. « Reviving the American Labour Movement: Institutions and Mobilization ». *European Journal of Industrial Relations* 9 (1) (mars): 99–117.
- Hyman, Richard. 2005. « Shifting Dynamics in International Trade Unionism: Agitation, Organisation, Bureaucracy, Diplomacy ». *Labor History* 46 (2): 137–154.
- Masters, Marick F., Ray Gibney, et Tom Zagenczyk. 2006. « The AFL-CIO v. CTW: The Competing Visions, Strategies and Structures ». *Journal of Labor Research* 27 (4): 473–504.
- Montague, J. T. 1957. « International Unions and the Canadian Trade Union Movement ». *Canadian Journal of Economics and Political Science* 23 (1): 69–82.
- Moody, Kim. 1997. *Workers in a Lean World. Unions in the International Economy*. London: Verso.
- Needleman, Ruth. 2008. « The Steelworkers Union Goes Global ». *New Labor Forum* 17 (2): 82–90.
- O'Brien, Robert. 2000. « Workers and World Orders: the Tentative Transformation of the International Union Movement. » *Review of International Studies* 26: 533–555.
- Scipes, Kim. 2005. « Labor Imperialism Redux? The AFL-CIO's Foreign Policy since 1995 ». *Monthly Review* 57 (1) (mai): 23–36.
- Sims, Beth. 1992. *Workers of the World Undermined. American Labor's Role in U.S. Foreign Policy*. Boston: South End Press.
- Snow, Sinclair. 1964. *The Pan-American Federation of Labor*. Durham: Duke University Press.
- Stigliani, Nicholas A. 2000. « Labor Diplomacy: A Revitalized Aspect of U. S. Foreign Policy in the Era of Globalization ». *International Studies Perspectives* 1 (2): 177–194.
- Wachendorfer, Achim. 2007. « Hacia una nueva arquitectura sindical en América Latina? » *Nueva Sociedad* 211 (octobre): 32–49.
- Waterman, Peter. 2001. *Globalization, Social Movements and the New Internationalisms*. London/New York: Continuum.